

**Assemblée générale**

Soixante-dix-septième session

Documents officiels

Distr. générale  
28 avril 2023  
Français  
Original : anglais

---

**Troisième Commission****Compte rendu analytique de la 42<sup>e</sup> séance**Tenue au Siège, à New York, le mardi 1<sup>er</sup> novembre 2022, à 15 heures*Président :* M. Blanco Conde . . . . . (République dominicaine)*Puis :* M. Venancio Guerra (Vice-Président) . . . . . (Portugal)**Sommaire**

Point 57 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents ([dms@un.org](mailto:dms@un.org)) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

**Point 57 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (A/77/12, A/77/12/Add.1 et A/77/313)**

1. **M. Grandi** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés), présentant son rapport (A/77/12), dit que si les changements climatiques, les effets de longue durée de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et la crise du coût de la vie ont tous eu de graves conséquences, c'est surtout l'incapacité de la communauté internationale à prévenir et à résoudre les conflits qui incite au déplacement. L'invasion russe de l'Ukraine a entraîné l'une des crises de déplacement les plus rapides depuis la Seconde Guerre mondiale, forçant environ 14 millions de personnes à quitter leur foyer. L'intervention auprès des réfugiés en Europe a été excellente et illustre le type d'approche mobilisant l'ensemble de la société à laquelle les États Membres pensaient au moment de proclamer le Pacte mondial sur les réfugiés en 2018. Elle a aussi clairement contredit les affirmations de responsables politiques, à savoir que l'Europe est encombrée, que la réinstallation est impossible et que l'opinion publique ne serait pas favorable à l'accueil de réfugiés. Le soutien public et politique et l'intervention opérationnelle ont prouvé que l'on peut accueillir des réfugiés même en grand nombre pour autant qu'existent un sens de leadership, des politiques judicieuses, une bonne gestion et surtout, une approche commune.

2. La détresse de la population en Ukraine est source de grande préoccupation. La poursuite de la destruction de l'infrastructure civile, qui ne devrait jamais être prise pour cible, ne fait qu'aggraver les difficultés extrêmes endurées par les civils, dont les 6,2 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Si l'action humanitaire peut contribuer à atténuer un peu le préjudice, elle n'en sera pas moins toujours insuffisante pour faire face aux actes de destruction à grande échelle. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a certes intensifié ses opérations mais l'hiver fait naître l'inquiétude car de plus grands efforts doivent être déployés afin de parer aux pires effets du froid. L'orateur appelle donc tous les États Membres à se joindre à cet effort indispensable en offrant leurs compétences et leurs ressources.

3. Toutefois, la nécessité d'accorder une attention particulière à l'Ukraine ne doit pas empêcher la communauté internationale d'appuyer de manière

suffisante la réponse à d'autres crises, comme cela est malheureusement souvent le cas. Dans le Tigré en Éthiopie, la violence a provoqué le déplacement de plus de 850 000 personnes rien qu'au premier semestre de 2022 et la situation a empiré avec la flambée récente des hostilités. Des centaines de milliers de personnes ont été arrachées à leur foyer dans tout le Sahel. Au Burkina Faso, près de 2 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, les groupes armés contrôlant une grande partie du territoire. Plus d'un million de personnes ont été déplacées au Myanmar depuis la prise du pouvoir par l'armée en 2021 et aucune solution n'est en vue pour les réfugiés rohingya au Bangladesh, dont le nombre avoisine le million. Les combats en République démocratique du Congo continuent de contraindre des dizaines de milliers de personnes à quitter leur foyer, sans que cela ne suscite guère l'attention de la communauté internationale. Plus de 5 millions de réfugiés syriens se trouvent toujours en Türkiye, en Jordanie, au Liban et dans d'autres pays de la région, et des mouvements de population complexes, notamment de personnes nécessitant une protection internationale, s'accroissent partout dans les Amériques.

4. Outre les innombrables crises de déplacement prolongées, le HCR a répondu à 37 nouvelles situations d'urgence au cours des 12 derniers mois. Chaque fois que nécessaire, il a fourni protection et assistance, y compris, mais sans s'y limiter, des abris, des articles non alimentaires et une assistance pécuniaire. En collaboration avec le Programme alimentaire mondial, lequel a besoin d'un appui supplémentaire urgent, le HCR s'emploie à remédier à l'insécurité alimentaire croissante parmi les populations de réfugiés. À cet égard, il espère que l'Initiative de la mer Noire pourra se poursuivre, car elle est vitale pour des millions de personnes, y compris les réfugiés et les personnes déplacées.

5. S'agissant de l'urgence climatique, les phénomènes météorologiques extrêmes provoquent des ravages partout dans le monde, comme en témoignent par exemple les inondations récentes au Pakistan, pays qui accueille des réfugiés afghans depuis des générations, et les souffrances liées au climat endurées par les populations de la Corne de l'Afrique, du Sahel, d'Amérique latine, d'Asie du Sud-Est et du Moyen-Orient. Lors de sa récente visite en Somalie, le Haut-Commissaire a pu voir lui-même la manière dont l'urgence climatique, associée aux conflits, entraîne des déplacements, phénomène de plus en plus fréquent que connaissent de nombreux pays déjà fragiles. En outre, les déplacements de population depuis la

Somalie ont des répercussions sur les pays voisins tels que le Kenya, touché lui aussi par les changements climatiques.

6. Le HCR continue d'intensifier sa riposte face aux changements climatiques dans le contexte des déplacements, en étoffant les orientations juridiques et normatives à l'intention des États, en répondant aux crises de déplacement liées au climat, en renforçant la résilience aux chocs climatiques dans les zones d'accueil et en prenant des mesures pour réduire sa propre empreinte carbone, notamment par le recours à l'énergie renouvelable dans la mesure du possible. Les activités menées au Sahel par le HCR illustrent la manière dont la technologie peut permettre d'améliorer la riposte et l'état de préparation. De toute évidence, des efforts supplémentaires doivent toutefois être déployés afin de lutter contre l'urgence climatique et d'aider les personnes qui sont déjà déplacées ou risquent de l'être. L'orateur espère que les États Membres prendront en considération les besoins de ces personnes à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui doit se tenir prochainement.

7. La crise du coût de la vie, qui touche très gravement les personnes déplacées et d'autres personnes vulnérables, accèlère aussi d'autres décisions mues par le désespoir comme, dans certains cas, celle de poursuivre le déplacement, en s'engageant parfois dans de périlleux voyages en mer. En outre, la pauvreté prive les personnes, en particulier les femmes et les filles, de leur dignité et de leurs droits. Si le HCR ne peut évidemment pas influencer sur les tendances macroéconomiques mondiales, il s'emploie toutefois à en atténuer les conséquences les plus pénibles grâce à des activités traditionnelles de secours mais aussi, de plus en plus, à des activités menées en collaboration avec des institutions telles que le Fonds monétaire international de sorte que celles-ci tiennent compte des déplacements forcés dans la planification de leur appui aux États, surtout si le nombre de réfugiés et les répercussions économiques sont importants. De plus, le HCR a resserré sa coopération avec la Banque mondiale, les institutions financières régionales et d'autres organismes de développement pour apporter un soutien direct aux pays d'accueil qui intègrent les réfugiés dans leurs programmes nationaux. L'Organisation de coopération et de développement économiques estime que quelque 3,3 milliards de dollars provenant de fonds de développement bilatéraux sont consacrés chaque année aux interventions en faveur des réfugiés. Cela s'ajoute aux 2 milliards de dollars par an alloués par les banques

multilatérales de développement, et aux ressources humanitaires mobilisées par le HCR et ses partenaires. Ces contributions doivent être augmentées, en particulier sous forme de subventions afin de prêter renfort et appui aux pays et aux communautés d'accueil qui assument une part disproportionnée de la responsabilité de la communauté internationale à l'égard des réfugiés.

8. La paix est naturellement le meilleur moyen de trouver des solutions. La consolidation de la paix doit forcément passer par la levée des obstacles au retour des réfugiés et des personnes déplacées, responsabilité qui incombe au premier chef aux pays d'origine, avec l'aide de la communauté internationale. Le HCR continuera d'intensifier son aide aux pays d'origine chaque fois que possible et se tient prêt à contribuer à la recherche de solutions, en particulier pour le retour volontaire des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Il existe toutefois d'autres possibilités, notamment la réinstallation et les voies complémentaires, qu'il faut développer et l'orateur encourage à cet égard les gouvernements à revoir leurs objectifs à la hausse dans la mesure du possible.

9. La communauté internationale doit rendre l'éducation plus accessible aux personnes déplacées pour que celles-ci soient préparées et acquièrent les compétences qui leur permettront de bénéficier des possibilités de solutions. De plus, l'octroi d'une nationalité peut être la lumière au bout du tunnel pour des millions d'apatrides.

10. Le HCR a levé des fonds importants, surtout auprès de donateurs privés, et les contributions de particuliers, de fondations et d'entreprises dépasseront 1 milliard de dollars, soit environ 20 % de son revenu total. Des partenariats nouveaux et novateurs sont aussi en place, notamment dans le domaine de la philanthropie islamique. Cependant, la guerre en Ukraine a fait s'accroître le budget de plus d'un milliard de dollars. Si les donateurs ont continué de se montrer généreux, notamment en injectant 400 millions de dollars depuis l'été, un certain nombre d'opérations critiques fait face à un déficit de financement de près de 700 millions de dollars qui, s'il n'est pas comblé, mettra les réfugiés en très grande difficulté. Le HCR n'a pas connu pareilles difficultés financières depuis des années. Il demande donc aux États Membres d'apporter une aide urgente au moyen de contributions supplémentaires pour éviter des coupes douloureuses dans l'aide de base aux réfugiés. Dans le même temps, le HCR continue d'améliorer l'efficacité et l'efficience de ses opérations, grâce notamment à des réformes en profondeur.

11. Depuis l'adoption du Pacte mondial sur les réfugiés, le HCR a accompli des progrès notables, notamment avec les banques multilatérales de développement, les institutions financières et le secteur privé. En outre, il a renforcé sa coopération avec la communauté sportive, le monde universitaire et les organisations d'inspiration religieuse, entre autres. Au Forum mondial sur les réfugiés de 2019, plus de 1 400 contributions volontaires ont été annoncées dans le but de mettre en œuvre le Pacte mondial des Nations Unies, et des centaines d'autres ont été annoncées depuis. L'orateur encourage tous les États Membres à participer au deuxième forum, qui se tiendra en décembre 2023, et à faire des annonces de contribution pour montrer au monde que malgré les enjeux, la communauté internationale peut travailler de manière solidaire pour venir en aide à celles et ceux qui ont tout perdu.

12. **M. Weinstein** (États-Unis d'Amérique) dit que son pays reste déterminé à fournir une assistance humanitaire vitale au nombre record de personnes déplacées de force dans le monde, et qu'il a fourni plus de 17 milliards de dollars d'aide en 2022, poursuivant ainsi sa longue et fière tradition de leadership humanitaire. Les quelque 2,2 milliards de dollars versés au cours de l'exercice précédent constituent sa contribution annuelle la plus importante à ce jour, ce qui témoigne véritablement d'un partenariat indéfectible et inestimable. Soutenant les efforts engagés par le HCR pour promouvoir le partage des responsabilités, le Gouvernement américain a élargi son programme de réinstallation des réfugiés en tant que solution durable et encourage d'autres États à faire de même. Les États-Unis ont pour objectif d'admettre jusqu'à 125 000 réfugiés au cours de l'exercice 2023. Toutefois, malgré les mesures prises, ils ont conscience qu'une solution durable restera hors de portée pour la plupart des réfugiés. La communauté internationale doit donc œuvrer de concert, notamment avec les gouvernements des pays d'accueil, les acteurs du développement et le secteur privé, afin d'assurer une protection et de permettre aux réfugiés et à leurs communautés d'accueil de prospérer jusqu'à tant qu'une solution durable soit trouvée. La communauté humanitaire éprouve clairement des difficultés à répondre à un nombre croissant de crises et de défis humanitaires à la fois nouveaux et de longue durée, y compris aux effets persistants de la COVID-19, des changements climatiques et des conflits. La capacité du HCR et de ses partenaires à rester sur le terrain et à fournir une assistance malgré les difficultés mérite d'être saluée. Les États-Unis renforceront leur collaboration avec le HCR et ses partenaires et demandent à tous les États Membres de faire de même.

13. **M<sup>me</sup> Mendoza Elgua** (Mexique), saluant l'adoption de la résolution d'ensemble du HCR, dit que la participation active de son pays au processus est mue par l'importance qu'il accorde à la promotion de politiques axées sur une approche humanitaire. Le Mexique défend les questions relatives à la santé mentale et au soutien psychosocial, et préconise la coopération internationale s'agissant des réfugiés, le partage des responsabilités, le respect des droits humains, l'égalité des genres, la diversité et des solutions à l'appui du mandat du HCR et de l'action qu'il mène.

14. Réaffirmant le soutien de son pays au Cadre régional global de protection et de solutions, l'oratrice indique que, en complément de ce cadre, le Mexique a participé à des tables rondes interinstitutionnelles sur les réfugiés et la protection complémentaire, en mettant l'accent sur la coordination entre les acteurs concernés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la délivrance de documents d'identité et de l'intégration des réfugiés et des demandeurs d'asile dans le marché du travail.

15. Le Mexique a confiance dans l'action du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et poursuivra ses efforts en faveur des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des demandeurs d'asile, en particulier à un moment où ceux-ci continuent d'être touchés de manière disproportionnée par la menace des crises alimentaire, énergétique, géopolitique et climatique. Dans ce contexte, l'oratrice se demande comment les États Membres et les parties prenantes concernées peuvent répondre aux difficultés récentes qui ont conduit à l'afflux de réfugiés.

16. **M<sup>me</sup> Eneström** (Suède), s'exprimant au nom des pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède), dit que si de nombreuses mesures constructives ont été prises par le HCR et les États, le fait que certains objectifs n'ont pas été atteints montre que le HCR continue d'être en situation de sous-financement. En tant que donateurs majeurs, les pays nordiques demandent aux États Membres d'accroître leur appui au HCR et les encouragent à continuer de rechercher des partenariats et des fonds auprès du secteur privé.

17. Les pays nordiques se félicitent de l'appui solide qu'offre le HCR en matière de lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre et de l'assistance qu'il fournit aux personnes déplacées de force qui ont besoin d'une protection en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, aux personnes

handicapées et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

18. En 2022, la Suède a eu le privilège de faciliter les consultations informelles sur la résolution d'ensemble du HCR, qui soutient le mandat humanitaire et non politique du Haut-Commissariat. Les pays nordiques appellent à l'adoption de la résolution par consensus afin d'envoyer un message fort d'appui au HCR et à son important mandat.

19. Pour conclure, l'oratrice demande quels sont les critères utilisés par le HCR pour fixer les priorités, étant donnés les besoins sans cesse croissants et l'état de sous-financement.

20. **M<sup>me</sup> del Águila Castillo** (Guatemala) réaffirme l'attachement de son pays aux processus visant à concrétiser les engagements pris dans le Pacte mondial sur les réfugiés et le Cadre régional global de protection et de solutions.

21. Conformément à son mandat, le HCR aide le Guatemala à renforcer ses institutions afin de pouvoir continuer d'œuvrer au bénéfice des réfugiés, des demandeurs du statut de réfugié, des rapatriés ayant besoin d'une protection internationale et des communautés d'accueil. Au cours des deux dernières années, le Guatemala a reçu des visites officielles du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et du Haut-Commissaire assistant chargé des opérations, qui ont salué les efforts déployés au niveau national pour apporter le soutien nécessaire aux personnes ayant besoin d'une protection et mettre en œuvre des mesures globales face au défi de la mobilité humaine. Le HCR est un partenaire stratégique et un allié pour les institutions guatémaltèques chargées de l'assistance aux réfugiés et de l'aide humanitaire. Le Guatemala reconnaît également l'importante contribution que les réfugiés et les demandeurs du statut de réfugié apportent aux communautés d'accueil grâce aux initiatives qui créent des possibilités de travail décent et à des moyens de subsistance durables dans un environnement propice à l'inclusion et à l'égalité.

22. **M. Greco** (Italie) dit que son pays est très préoccupé par le nombre croissant de personnes déplacées de force dans le monde en raison de la multiplication et du chevauchement des crises humanitaires provoquées par les conflits et les changements climatiques, lesquels aggravent l'instabilité, l'inégalité et l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale. L'Italie est particulièrement préoccupée par le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et de réfugiés à la suite de la guerre d'agression lancée par la Fédération de

Russie contre l'Ukraine, dont les effets ont profondément creusé les inégalités socioéconomiques existantes, touchant principalement les groupes les plus vulnérables des pays du Sud. Très préoccupée par la récente suspension de l'Initiative de la mer Noire, l'Italie demande instamment à la Fédération de Russie d'appliquer et de prolonger sans délai cet accord crucial. Il conviendrait également d'accorder une attention particulière à l'urgence humanitaire dans la Corne de l'Afrique, où les effets directs et indirects cumulés des conflits régionaux et de l'agression contre l'Ukraine provoquent le déplacement de millions de personnes à l'intérieur des frontières et au-delà.

23. Pour conclure, l'orateur demande comment assurer la réalisation effective des droits et des besoins des plus vulnérables, en particulier des femmes et des enfants, tout en renforçant la capacité des autorités locales des pays de transit chargées de la gestion des frontières.

24. **M. Tremembert** (France) dit que son pays respecte les engagements pris lors du Forum mondial sur les réfugiés de 2019 et qu'il coorganisera le deuxième forum en 2023. La France fera la promotion des voies légales de migration, notamment grâce aux programmes de réinstallation qu'elle a continué de mettre en œuvre, malgré la crise sanitaire, en Égypte, en Türkiye, au Liban, en Jordanie, au Niger et au Tchad et qu'elle a élaborés au Rwanda, au Cameroun et en Éthiopie depuis l'été 2020, ce qui l'a placée au sixième rang mondial des pays acteurs de la réinstallation à la fin de 2021.

25. L'engagement de la France en faveur de la protection des réfugiés est illustré par l'augmentation de ses contributions volontaires au HCR, qui dépassent 100 millions de dollars en 2021, la plaçant au huitième rang des donateurs gouvernementaux. La France a de plus fait preuve d'une grande solidarité envers les réfugiés ukrainiens, dont plus de 100 000 ont été accueillis sur son territoire au titre de la protection temporaire. Enfin, en 2022-2023, la France assure la coprésidence du Forum mondial sur la migration et le développement, axé sur les changements climatiques dont l'impact sur les déplacements de population est indéniable.

26. **M. Szczerski** (Pologne) dit que, comme mentionné dans le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, l'agression militaire russe contre l'Ukraine a provoqué la plus grande crise de réfugiés en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Le Gouvernement polonais a pris des mesures exceptionnelles en faveur des personnes déplacées originaires d'Ukraine, qui vivent dans des



environnements ouverts en Pologne et non dans des camps de réfugiés ou des centres de réfugiés soumis à des conditions restrictives. Une procédure aux frontières simplifiée et de nouvelles voies de circulation reliant les deux pays ont été établies et quelque 2 millions de personnes déplacées de force ont reçu un hébergement, des soins et une protection. En outre, le Gouvernement polonais a ouvert le marché du travail national aux citoyens ukrainiens et mis en place des mécanismes de soutien financier et social, garantissant ainsi à tous les réfugiés ukrainiens l'accès au système éducatif et au système de santé publique dans les mêmes conditions que les citoyens polonais. La Pologne poursuivra sans relâche ses efforts pour soutenir l'Ukraine et son peuple et se tient prête pour cela à travailler de manière constructive avec les organisations internationales et en étroite collaboration avec le HCR, ainsi qu'à partager avec d'autres pays son expérience et les enseignements qu'elle en a tirés.

27. **M. Rae** (Canada) dit que la nécessité de renforcer la coopération et la solidarité internationales n'a jamais été aussi grande. Le travail innovant du HCR est crucial, surtout en matière d'assistance pécuniaire, de moyens de subsistance et d'inclusion économique, tout comme sa collaboration avec les institutions financières internationales et les banques multilatérales de développement. Dans ce contexte, il est plus important que jamais que les États restent attachés à la mise en œuvre du Pacte mondial sur les réfugiés.

28. La générosité manifestée à l'égard des réfugiés ukrainiens, dans la manière dont ils ont été respectés, dont on leur a accordé une liberté d'action, le droit de travailler, le droit d'accès à l'éducation et le droit à l'inclusion, ainsi que dans la manière dont les populations locales se sont mobilisées pour les intégrer, ne devrait plus être vue comme une démarche exceptionnelle, mais devrait servir de base au traitement des réfugiés partout dans le monde.

29. **M. Al-Suwaidi** (Qatar) dit que son gouvernement continue de coopérer avec le HCR pour répondre aux besoins humanitaires grandissants engendrés par les déplacements forcés. Le Qatar a contribué à hauteur de 8 millions de dollars au budget de base du HCR en 2021-2022 et le Fonds du Qatar pour le développement a fait des dons généreux aux programmes de secours d'urgence du HCR pour l'Afghanistan. La fondation « Generation Amazing », programme axé sur l'héritage humain et social et lancé dans le cadre de la Coupe du monde de la Fédération internationale de football association, Qatar 2022, a collaboré avec le HCR et Education Above All pour mettre au point les outils pédagogiques du guide du football pour le

développement en soutien aux enfants réfugiés partout dans le monde.

30. **M. Oehri** (Liechtenstein) dit que la barre tragique des 100 millions de personnes déplacées de force dans le monde ayant été franchie, il est plus important que jamais que les États respectent les instruments juridiques internationaux et les principes relatifs aux droits des réfugiés. Le Liechtenstein attache une importance particulière au principe de non-refoulement, de plus en plus critiqué ces dernières années. À cet égard, il souhaite en savoir plus sur les applications et les violations de ce principe au cours des crises de réfugiés actuelles, et sur la manière de renforcer encore le respect de ce principe.

31. **M. Hassan** (Égypte) dit que son pays partage les préoccupations de la communauté internationale concernant le nombre croissant de personnes déplacées en raison des conflits armés, des crises humanitaires et des effets néfastes des changements climatiques. L'Égypte est également préoccupée par l'insécurité alimentaire mondiale actuelle, qui expose des millions de personnes au risque de famine, en particulier dans les pays en développement. Malgré une pression croissante, elle continue d'accueillir plus de 290 000 réfugiés et quelque 9 millions de migrants et de personnes se trouvant dans une situation apparentée à celle des réfugiés originaires de plus de 60 pays, qui vivent dans le pays librement, et non dans des camps ou des centres fermés, dans le respect de leur droit à la liberté de circulation, et bénéficient en outre de services de base, tels que l'éducation et les soins de santé, en toute égalité.

32. Notant qu'un nombre limité de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire assument une responsabilité disproportionnée dans l'accueil du nombre croissant de réfugiés, l'orateur souhaite savoir quels sont les meilleurs moyens de parvenir à un partage plus équitable, prévisible et durable des charges et des responsabilités entre tous les États Membres, conformément au Pacte mondial sur les réfugiés, et de veiller à ce que les réfugiés bénéficient de services adéquats tout en garantissant la résilience des communautés d'accueil.

33. **M. Abdullah** (Bangladesh) dit qu'en tant que pays accueillant plus d'un million de Rohingya, le Bangladesh apprécie le soutien essentiel du HCR dans la fourniture d'une assistance humanitaire à la vaste population des camps du pays. Dans son rapport intitulé « Notre programme commun », le Secrétaire général a préconisé une identité juridique pour tous, la fin de l'apatridie et la protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, des réfugiés

et des migrants. Dans ce contexte, l'orateur souhaite savoir comment les États peuvent répondre à cet appel important et comment les prochains processus intergouvernementaux, tels que le Sommet sur les objectifs de développement durable et le Sommet de l'avenir, peuvent être mis à profit pour garantir une vie digne aux personnes déplacées.

34. Dans les camps de Cox's Bazar, les risques que court la population rohingya sont aggravés par la vulnérabilité climatique de la région. L'orateur demande à cet égard comment le HCR compte aider les pays à gérer les difficultés supplémentaires liées à l'accueil des réfugiés et résultant des changements climatiques.

35. **M<sup>me</sup> González López** (El Salvador) dit qu'en tant que pays d'origine, de transit, de destination et de retour, le Salvador a consacré des fonds importants à la protection des droits des migrants, des réfugiés et des demandeurs du statut de réfugié dans le pays. Cette question est hautement importante car le financement est essentiel pour mettre en œuvre les droits des réfugiés et des migrants qui en ont si désespérément besoin. Conscient que la dynamique de la migration et les flux migratoires croissants nécessitent une assistance directe en faveur des migrants afin d'assurer leur protection et de prévenir et combattre le trafic et la traite des personnes, le Gouvernement déploie des efforts considérables pour garantir la protection internationale. Toutefois, il est important de reconnaître que les capacités institutionnelles en place sont parfois limitées. Malgré l'investissement important qu'il a effectué, El Salvador a besoin du soutien permanent des organisations internationales et de toutes les parties prenantes concernées, notamment le HCR. Pour conclure, l'oratrice souligne la nécessité que les pays unissent leurs efforts et fassent preuve d'une plus grande solidarité internationale pour répondre à la crise.

36. **M. Venancio Guerra** (Portugal) dit que les principes et les dispositions du droit international humanitaire sont clairs et non négociables : toutes les personnes qui fuient les persécutions, la guerre ou les catastrophes ont le droit de chercher asile et doivent pouvoir trouver refuge. Le Portugal continue de participer activement à divers mécanismes de solidarité internationaux dans le but de construire un meilleur avenir pour les réfugiés, les personnes déplacées de force et les apatrides. En particulier, il continuera de collaborer sur la question de la réinstallation avec le bureau du HCR à Lisbonne afin d'accueillir environ 300 réfugiés par an et travaillera avec le HCR sur l'initiative relative à la réinstallation durable et aux voies complémentaires.

37. La délégation portugaise se réjouit de l'adoption par le Comité exécutif du HCR de la conclusion sur la santé mentale et le soutien psychosocial, à laquelle son pays attache la plus grande importance. Elle demande en outre à tous les États de mettre en œuvre le Pacte mondial sur les réfugiés et de prendre des mesures concrètes afin d'éliminer l'apatridie.

38. Le Portugal est profondément attaché à l'augmentation du pourcentage mondial de réfugiés ayant accès à l'enseignement supérieur de 5 à 15 pour cent d'ici 2030. Il demande à cet égard comment cet objectif peut être intégré dans le programme mondial pour l'éducation et comment trouver des synergies avec des initiatives telles que le Sommet sur la transformation de l'éducation et le Sommet de l'avenir.

39. **M<sup>me</sup> Mrad** (Liban) dit que sa délégation est d'accord avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur le fait que la survenue d'un conflit dans un coin du monde ne devrait pas empêcher la communauté internationale de consacrer la même attention à d'autres conflits de longue date et à leurs retombées. En tant que pays accueillant des milliers de réfugiés syriens et palestiniens, le Liban a récemment repris les rapatriements volontaires, mis en suspens après le début de la pandémie de COVID-19. La délégation libanaise estime qu'il est temps que la communauté internationale envisage à nouveau de fournir des services vitaux qui permettent d'offrir aux réfugiés une assistance de base dans les pays d'accueil. En outre, la communauté internationale et ses partenaires financiers devraient conjuguer leurs efforts pour élaborer une feuille de route claire encourageant le rapatriement volontaire en mettant l'accent sur le relèvement rapide, la coopération internationale dans les pays d'origine et la création de mesures d'incitation et de possibilités d'emploi dans le cadre d'une démarche tournée vers l'avenir et économique.

40. **M. Sahraoui** (Algérie) dit qu'en tant que pays d'accueil, l'Algérie tient à remplir ses obligations et à assumer la charge qui lui revient. Si nul n'ignore que la majorité des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays se trouvent dans des pays en développement qui, avant même la pandémie de COVID-19, avaient du mal à leur donner accès aux services de base, les rapports du HCR n'abordent pas les conséquences de la présence des réfugiés sur les pays et les communautés d'accueil et ne soulignent pas particulièrement non plus le rôle des pays donateurs. L'Algérie demande donc à nouveau au HCR de réaliser une étude sur les répercussions économiques et sociales de la présence des réfugiés sur les pays d'accueil, en particulier ceux qui les accueillent en grand nombre depuis longtemps. En raison de l'impact

de la pandémie et de la crise économique, surtout l'insécurité alimentaire, certains pays bénéficiaires ont demandé l'aide du Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour prendre en charge les réfugiés. Malheureusement, les demandes n'ont pas toutes été satisfaites. La délégation algérienne souhaite donc en savoir plus sur la coordination entre le HCR et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

41. L'action en faveur des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays fait partie intégrante de la mission du HCR et il existe au sein du système des Nations Unies une tendance à privilégier ce groupe en particulier. Dans ce contexte, l'orateur souhaite savoir quelle est la relation entre le HCR et le Bureau du Conseiller spécial pour les solutions à apporter à la question des déplacements internes et en quoi la création de ce bureau est utile aux travaux du HCR sur le terrain.

42. **M. Kurniawan** (Indonésie) dit que la communauté internationale doit intensifier ses efforts humanitaires et accroître le soutien international déployé pour faire face à la crise des réfugiés, notamment en offrant une protection internationale à ces derniers. Pour sa part, l'Indonésie a respecté le principe de non-refoulement en secourant des réfugiés rohingya même lorsque de nombreux pays appliquaient des politiques de « renvoi ». À cet égard, l'orateur se félicite de la référence faite, au paragraphe 23 du rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, aux bonnes pratiques observées en Indonésie, où des procédures opérationnelles ont été mises en place pour assurer le sauvetage des réfugiés.

43. Les pays doivent se pencher sur le lien qui existe entre les réfugiés et la criminalité transnationale, notamment le risque de traitement inhumain, de traite et d'exploitation que présente la migration par voie maritime. En outre, il faut que les États appliquent le principe du partage des charges et des responsabilités et que les États parties à la Convention relative au statut des réfugiés (Convention de 1951) et au Protocole de 1967 y afférent remplissent leurs engagements et obligations à cet égard.

44. **M. Hauri** (Suisse) déclare que sa délégation est très préoccupée par le fait que plus de 100 millions de personnes aient été forcées de quitter leur foyer et considère qu'il est impératif que la communauté internationale renforce ses efforts en matière de prévention des crises dans le monde. La Suisse a mobilisé 80 millions de dollars supplémentaires pour l'aide d'urgence en Ukraine, sans faire de coupe dans les activités menées dans d'autres contextes, et appelle les autres États donateurs à faire de même.

45. Vu l'augmentation inquiétante du phénomène de la traite des êtres humains, il est important que les victimes de crises bénéficient d'une assistance et d'une protection non seulement matérielle et psychologique, mais aussi policière et juridique. Tous les États doivent en conséquence respecter le droit international humanitaire, le droit des réfugiés et les droits humains. Dans ce contexte, il est essentiel que le HCR ait un accès sûr et sans entrave à toutes les personnes en situation de déplacement partout où ses services sont nécessaires.

46. Le contexte actuel demande des engagements accrus de la part de toutes les parties prenantes et l'intégration systématique d'une approche de triple nexus. La Suisse, en tant que co-organisatrice du prochain Forum mondial sur les réfugiés, est prête à soutenir le HCR dans la poursuite de cet objectif et souhaite savoir comment s'assurer que le partage des charges et des responsabilités pour les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays est équitable et efficace.

47. **M<sup>me</sup> Inanç Örnekol** (Türkiye) déclare que sa délégation partage les préoccupations exprimées concernant l'augmentation du nombre de déplacés dans le monde, qui reflète une crise mondiale alarmante en matière de protection des civils. Les graves souffrances humaines et le déplacement forcé résultant des crises actuelles dans le monde restent un problème urgent. Les pays qui accueillent l'afflux de personnes déplacées ont besoin d'une vraie solidarité, conformément au principe du partage des charges et des responsabilités, les pays à revenu faible ou intermédiaire continuant de recevoir l'écrasante majorité de la population mondiale de réfugiés. En outre, la communauté internationale doit intensifier ses efforts collectifs pour s'attaquer aux causes profondes du déplacement forcé et parvenir à une solution durable, assumer plus de responsabilités pour inverser les tendances actuelles, réduire l'ampleur des déplacements et adopter des approches préventives. En tant que pays accueillant la plus grande population de réfugiés au monde, la Türkiye continuera d'insister sur la responsabilité collective qui incombe à la communauté internationale de sauvegarder les droits des personnes en situation de déplacement qui fuient la persécution ou cherchent une vie meilleure, conformément aux principes fondamentaux de la dignité humaine. L'oratrice conclut en demandant comment la communauté internationale peut maintenir l'élan acquis lors du premier Forum mondial sur les réfugiés.

48. **M. Lamce** (Albanie) déclare que l'agression russe injustifiée et illégale contre l'Ukraine a provoqué



la crise de déplacement la plus importante et la plus rapide en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale : 7,7 millions d'Ukrainiens ont été contraints de quitter leur pays. Toutes ces personnes déplacées, en particulier les femmes et les filles, sont exposées à un risque considérablement accru de violence fondée sur le genre, d'exploitation et d'atteintes sexuelles ou de traite. L'Albanie salue l'action menée par le HCR pour lutter contre la violence fondée sur le genre, et l'intensification des mesures prises pour répondre aux besoins de protection croissants des réfugiés. Les organisations locales de la société civile, les femmes et les défenseurs des droits humains au niveau local doivent être associés aux mesures et aux efforts visant à prévenir, constater et traiter les cas de violence sexuelle, de violence fondée sur le genre et de traite et d'exploitation liés aux conflits. Dans ce contexte, l'orateur souhaite savoir ce qui peut être fait pour améliorer le suivi de la situation des réfugiés, notamment dans les régions transfrontalières.

49. **M<sup>me</sup> Babedi** (Afrique du Sud), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, déclare que celui-ci est gravement préoccupé par le nombre croissant de réfugiés et de déplacés dans diverses régions du continent africain. Le Groupe souligne qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale tenant compte des causes profondes du déplacement pour parvenir à une solution concernant les mouvements massifs de population. Le continent africain abrite plus d'un tiers des personnes déplacées de force dans le monde. Dans ce contexte, le Groupe apprécie le travail que le HCR a entrepris dans toute l'Afrique pour veiller à ce que les personnes déplacées aient accès à la protection et à l'asile, pour leur fournir une assistance vitale et pour réduire et prévenir l'apatridie.

50. Le Groupe réaffirme l'importance du Pacte mondial sur les réfugiés et reconnaît le caractère central du principe de solidarité internationale et de partage des charges et des responsabilités. Il est toutefois préoccupant que plusieurs programmes humanitaires nationaux restent largement sous-financés. C'est pourquoi la mise en œuvre du mécanisme mondial de partage des charges et des responsabilités est essentiel pour trouver des solutions durables. L'oratrice se félicite des rapports d'activité reçus concernant plus de la moitié des engagements souscrits et demande ce qui pourrait être fait de plus pour garantir que les États concrétisent leurs engagements.

51. **M. Tun** (Myanmar) explique qu'en conséquence des dizaines d'années de conflit interne et des atrocités que l'armée a commises dans le sillage de son coup d'État illégal de février 2021, un grand nombre de

citoyens du Myanmar ont migré vers d'autres pays. Ces personnes se trouvent dans des situations extrêmement précaires, risquant la mort, la torture et l'arrestation au Myanmar, ou l'arrestation et l'expulsion dans les pays voisins. Nombre d'entre elles ont subi des traumatismes mentaux et physiques et restent inquiètes pour leur santé et leur sécurité, et ont donc besoin d'une assistance et d'une protection d'urgence. Si cette aide n'est pas reçue à temps, elles risquent cependant de devenir des victimes de la traite des personnes ou de l'exploitation sexuelle, ce qui est très préoccupant. Malheureusement, certains ressortissants du Myanmar qui ont fui vers les pays voisins et demandé la protection du HCR ont été expulsés alors qu'ils risquaient d'être arrêtés à leur retour au pays. Dans ce contexte, la transparence est primordiale.

52. **M. Khani** (République islamique d'Iran) déclare qu'en tant que l'un des principaux pays d'accueil des réfugiés, l'Iran craint que la situation générale dans le monde ne provoque de nouvelles vagues de déplacement. Depuis 2021, des milliers d'Afghans entrent quotidiennement en Iran. Les pays voisins de l'Afghanistan, dont l'Iran, ne devraient toutefois pas avoir à assumer toutes les charges liées à l'accueil des réfugiés afghans. Dans ce contexte, le principe du partage équitable des charges et des responsabilités doit être pleinement respecté. En outre, il est impératif de prendre acte des difficultés auxquelles se heurtent les pays qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés, notamment l'Iran, et de chercher à y apporter une solution. Les infrastructures des communautés d'accueil sont fortement surchargées. La situation en Iran est exacerbée par les mesures coercitives unilatérales et une assistance internationale insuffisante. En effet, d'après les estimations, les ressources internationales ne couvrent que 4 à 6 % du coût de la vie des réfugiés en Iran. Le faible taux de rapatriement volontaire ces dernières années est également une source d'inquiétude. À la lumière de ce qui précède, l'orateur demande comment les répercussions et le coût de l'accueil des réfugiés peuvent être efficacement mesurés en vue d'assurer un partage juste, équitable et prévisible des charges et des responsabilités.

53. **M<sup>me</sup> Banaken Elel** (Cameroun) demande quelles leçons le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a tirées de sa collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations, en ce qui concerne à la fois les déplacements internes et les mouvements migratoires mixtes ; quelle stratégie le HCR a mise en place pour garantir l'accès à l'éducation des enfants réfugiés, y compris au moyen

des nouvelles technologies de l'information et des communications ; comment les États peuvent tirer avantage de la coopération internationale dans la gestion des réfugiés, notamment en matière d'aide publique au développement, pour renforcer le lien entre les questions humanitaires et les questions de développement, entre autres en assurant l'accès des réfugiés aux débouchés économiques ; et comment la Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie peut être utile au HCR pour résorber le problème du déplacement en Afrique.

54. **M. Parga Cintra** (Brésil) indique que le Brésil a récemment fait la promotion d'une exposition sur l'Opération Welcome, accueillie au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Dans le cadre de cette initiative, des services publics, des organismes internationaux (dont le HCR) et des organisations nationales et internationales de la société civile unissent leurs efforts pour fournir aux réfugiés des abris, des vaccins, une protection, tous les papiers et documents nécessaires ainsi que des services d'aide à l'insertion, les préparant ainsi à s'intégrer dans la société brésilienne. Cependant, si l'action humanitaire est solidement ancrée au Brésil, elle n'est pas totalement durable. Quelque 400 millions de dollars ont été consacrés à la mise en place de l'initiative depuis 2018, et 50 millions de dollars supplémentaires, prélevés sur le budget national, y seront alloués chaque année. Dans ce contexte, le Processus de Quito – mécanisme régional de coordination informelle – a facilité l'échange de bonnes pratiques et la coordination des initiatives, ce qui a consolidé la position de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes en tant qu'espace de solidarité et d'inclusion. Le Brésil a eu l'honneur de présider le Processus de Quito et en a récemment accueilli la huitième réunion plénière.

55. **M<sup>me</sup> Nyirongo** (Malawi) indique que les 56 486 réfugiés et demandeurs d'asile qui étaient enregistrés au Malawi en septembre 2022 vivent dans le camp de réfugiés de Dzaleka, initialement destiné à accueillir entre 10 000 et 12 000 personnes seulement. De plus, chaque mois, 400 personnes supplémentaires en moyenne continuent d'arriver au Malawi. La forte surpopulation du camp a favorisé la propagation rapide de maladies transmissibles, dont la COVID-19, entraînant un risque accru d'infection et de décès. Le Malawi collabore étroitement avec le HCR depuis des années pour veiller à ce que les réfugiés bénéficient d'une protection et d'un accès à l'éducation, aux soins de santé, à la nourriture, à un hébergement et à des

possibilités d'emploi. Toutefois, certains réfugiés prennent part à des activités illicites et représentent dès lors une menace pour la sécurité des communautés locales. L'oratrice souhaite donc savoir comment les États Membres peuvent gérer de tels problèmes sans violer les droits des réfugiés concernés.

56. **M<sup>me</sup> Ukaeje** (Nigéria) dit que sa délégation note avec consternation que le nombre de personnes déplacées touchées par les conflits, la violence et les changements climatiques en Afrique a dépassé les 38 millions. Les effets néfastes de la pandémie de COVID-19, des changements climatiques, de l'insécurité alimentaire ainsi que de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires exigent une action mondiale qui permette de faire face à ces problèmes tout en cherchant des solutions à la situation critique dans laquelle se trouvent les réfugiés, les demandeurs d'asile, les apatrides et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Il est donc impératif que le partage des charges et des responsabilités reste au centre du discours sur les réfugiés. Le Nigéria rappelle le Sommet humanitaire extraordinaire de l'Union africaine et la Conférence des donateurs qui se sont tenus à Malabo, en Guinée équatoriale, en mai 2022, et l'engagement pris par les États de s'attaquer aux causes profondes des problèmes humanitaires en Afrique afin d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. Estimant que les difficultés rencontrées en Afrique nécessitent des solutions africaines locales, le Nigéria appelle le HCR et la communauté internationale à intégrer les priorités des États africains dans le cadre de la fourniture d'assistance et de solutions durables aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés dans la région.

57. **M<sup>me</sup> Bouzid** (Maroc) déclare que son pays se félicite des promesses faites, des contributions apportées et des engagements pris lors de la Réunion des hauts responsables sur le Pacte mondial sur les réfugiés qui s'est tenue en décembre 2021 et encourage les États Membres et les autres parties prenantes concernées à participer à la réalisation des promesses dans le cadre du processus d'examen. À cet égard, elle souhaite entendre une évaluation de la mise en œuvre générale du Pacte mondial et du niveau d'engagement de toutes les parties prenantes concernées. Notant que l'enregistrement des faits d'état civil et la délivrance de papiers d'identité ont aidé le HCR dans plusieurs pays, elle souhaite savoir comment ce dernier entend généraliser ces mesures pour couvrir toutes les situations, notamment au moyen de l'enregistrement biométrique. Tous les donateurs devraient renforcer leur soutien grâce à un financement souple et à des

contributions précoces. En outre, le HCR devrait redoubler d'efforts pour veiller à ce que l'aide humanitaire arrive jusqu'aux bénéficiaires et également utiliser des outils d'établissement des responsabilités qui contribueront à la lutte contre le détournement organisé et systémique de l'aide humanitaire internationale.

58. **M. McGuire** (Observateur de l'Ordre souverain de Malte) dit que la prise en charge des réfugiés va au-delà du simple fait de les accepter dans un nouvel endroit ; la mission de service des États doit s'étendre à l'assimilation, gérée humainement, des réfugiés dans la société. Les efforts en faveur de l'aide aux réfugiés ne sont pas l'apanage des organismes des Nations Unies ou des organisations intergouvernementales : toute autorité publique, organisation ou personne est capable de venir en aide à ses semblables en détresse. L'accent devrait être mis sur la mobilisation de la population, qui peut apporter l'aide la plus efficace possible sur le plan financier et pour ce qui est de cibler les besoins les plus urgents, sans parler du fait que cela peut jeter les bases d'une relation entre les habitants locaux et les nouveaux réfugiés.

59. **M. Grandi** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit qu'il est tout à fait d'accord avec le représentant du Canada pour dire que le traitement des réfugiés ukrainiens en Europe devrait servir de référence pour le traitement des réfugiés de manière générale. Il existe déjà de bons exemples d'application d'une telle approche, comme l'octroi d'une protection temporaire en Colombie et l'existence de programmes de régularisation en Équateur, en République dominicaine et dans d'autres pays de la région pour les réfugiés et migrants vénézuéliens. Le Haut-Commissaire souhaite assurer aux représentants qui ont évoqué la protection des groupes vulnérables que le HCR continuera d'accorder la plus grande attention à ces groupes et de donner la priorité aux activités liées à la violence fondée sur le genre ainsi qu'à l'exploitation et aux atteintes sexuelles. Le HCR accordera également une plus grande attention à la santé mentale.

60. En ce qui concerne l'éducation, le Haut-Commissaire rappelle que, lors du récent Sommet sur la transformation de l'éducation qui s'est tenu à New York, il a souligné qu'il fallait veiller à ce que l'on ne revienne pas sur les progrès réalisés en matière d'accès à l'éducation pour les réfugiés et les déplacés en conséquence de pressions économiques ou sociales, de la pandémie de COVID-19 ou des multiples crises actuelles.

61. Répondant au représentant du Liechtenstein, le Haut-Commissaire déclare que le non-refoulement reste le principe cardinal sur lequel se fondent les activités du HCR s'agissant de protéger les réfugiés. Malheureusement, le refoulement demeure une réalité partout dans le monde, et le HCR continuera de soulever cette question, tant en privé qu'en public, chaque fois que nécessaire.

62. En ce qui concerne la situation des réfugiés du Myanmar, l'orateur convient que ceux-ci ont toujours besoin de protection et qu'il faut éviter de les expulser. En outre, la communauté internationale ne doit pas oublier le sort des réfugiés rohingya qui avaient fui le Myanmar avant même la prise de pouvoir par l'armée. Il faut trouver une solution à cette situation jusqu'ici non réglée.

63. En réponse à la représentante du Maroc, le Haut-Commissaire explique que la question de l'enregistrement et de la délivrance de papiers d'identité est complexe et se pose de différentes manières dans différentes parties du monde. Cela dit, chaque fois que cela est possible, les technologies appropriées peuvent permettre de garantir l'enregistrement et l'identification des réfugiés, auxquels ils ont droit.

64. En ce qui concerne la question de la représentante du Malawi concernant les réfugiés qui constituent une menace pour la sécurité, l'orateur affirme qu'aucun réfugié n'a le droit de menacer la sécurité de l'État qui l'accueille et que les réfugiés doivent être traités conformément à la loi. Il convient toutefois de veiller à ne pas assimiler mouvements de population et menaces pour la sécurité.

65. En ce qui concerne la question du partage des charges et des responsabilités, le Haut-Commissaire dit que ces deux principes constituent le fondement du Pacte mondial sur les réfugiés. Parallèlement, le Forum mondial sur les réfugiés est un outil qui permet de mettre en œuvre des mesures garantissant un partage des responsabilités aussi large que possible. Bien que le partage des charges et des responsabilités n'ait pas été établi lors du premier Forum, des progrès ont été réalisés dans cette direction. L'action menée doit donc se poursuivre, raison pour laquelle le Forum se tiendra tous les quatre ans. Dans ce contexte, l'orateur appelle les États Membres à concrétiser leurs promesses dans la plus grande mesure possible, ce qui contribuera grandement au partage des charges.

66. Répondant à la question du représentant de la République islamique d'Iran sur la manière de mesurer efficacement les répercussions de la présence des réfugiés, le Haut-Commissaire dit que les outils

développés par le HCR ces dernières années en coopération avec des institutions de développement, comme la banque de données commune gérée avec la Banque mondiale, peuvent être utilisés à cette fin. En outre, il convient de prêter attention non seulement aux pays d'origine et de premier asile, mais aussi aux pays de transit, car le renforcement de leur capacité à gérer les flux de réfugiés peut réellement réduire l'exposition des personnes en situation de déplacement aux trafiquants et à d'autres risques.

67. En réponse à la représentante du Cameroun, l'orateur explique que le HCR coopère étroitement avec l'Organisation internationale pour les migrations. De fait, les deux organisations ont récemment signé un nouveau cadre de coopération définissant la répartition des tâches, et des activités communes sont souvent menées en Amérique latine, en Libye, au Bangladesh et ailleurs.

68. Le Haut-Commissaire partage l'avis de la représentante du Liban selon lequel, malgré des circonstances difficiles, il ne peut pas être interdit aux États de procéder à des rapatriements, à condition que ceux-ci soient volontaires et se déroulent dans la dignité et avec un accompagnement. La réinstallation est également une question importante. En ce qui concerne l'apatridie, l'orateur dit qu'il continuera à mener la campagne « I Belong », lancée par son prédécesseur, jusqu'à la fin de l'année 2024. Il se réjouit que la lutte contre l'apatridie soit un point important du programme commun et dit qu'il faut accélérer la mise en œuvre de mesures dans ce domaine.

69. En ce qui concerne le déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, le Haut-Commissaire dit que le HCR coopère étroitement avec le Bureau du conseiller spécial pour les solutions à apporter à la question des déplacements internes et s'est présenté comme un organisme clé pour ce qui est d'aider les coordonnateurs résidents dans divers pays à régler cette question. Soulignant l'importance des forums de coopération internationaux tels que le Cadre régional global de protection et de solutions et le Processus de Quito, il invite tous les États Membres à créer des plateformes régionales, les mouvements de population devant être traités au niveau régional et pas seulement État par État.

70. Le Haut-Commissaire félicite la Suède d'avoir pris la tête des travaux concernant la résolution d'ensemble et se joint aux pays nordiques pour demander aux États d'adopter celle-ci par consensus, car est nécessaire de montrer aux personnes qui souffrent que la communauté internationale essaie de

soulager leur détresse, étant donné qu'il s'agit d'une question humanitaire et non politique.

71. Enfin, en réponse à la question posée par le représentant de l'Albanie, le Haut-Commissaire rappelle que, le HCR étant une organisation de première ligne, l'une de ses principales responsabilités n'est pas tant de faire de la surveillance que d'être présent là où les gens ont besoin d'une protection internationale et de solutions, et remercie tous les États Membres pour leur soutien à cet égard.

72. **M. Gonzato** (représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice) dit que l'Union européenne et ses États membres partagent la profonde inquiétude suscitée par l'augmentation constante du nombre de personnes déplacées de force dans le monde en raison des conflits, des changements climatiques et de l'insécurité alimentaire, et qu'ils sont reconnaissants aux autorités et aux communautés qui ont généreusement accueilli les personnes déplacées de force, faisant preuve d'une véritable solidarité.

73. L'année en cours a été une année record, avec plus de 100 millions de déplacés à la fin du mois de mai 2022, dont près d'un million de Somaliens dans la Corne de l'Afrique et 4,5 millions de personnes au Soudan du Sud. En outre, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine a causé le déplacement de 13 millions de personnes, déclenchant la pire crise de réfugiés en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. L'Union européenne et ses États membres restent pleinement mobilisés pour faire face aux conséquences des crises prolongées et émergentes dans le monde entier, partout où les conflits et les catastrophes provoquent des déplacements. Ils tiennent à faire leur part en contribuant à un meilleur partage des charges et des responsabilités au niveau international et en aidant les personnes relevant de la compétence du HCR dans les pays tiers. Avec ses États membres, l'Union européenne reste l'un des principaux donateurs pour ce qui est de financer l'appui aux interventions d'urgence, associant efforts humanitaires et efforts en matière de développement conformément à sa politique relative au déplacement.

74. L'Union européenne et ses États membres saluent les efforts déployés par le HCR pour assurer la réalisation des promesses faites lors du premier Forum mondial sur les réfugiés, qui s'est tenu en 2019. Ils attendent avec intérêt le deuxième Forum, prévu en 2023, qui sera l'occasion pour les États participants de renforcer encore la solidarité mondiale et le partage des responsabilités dans un véritable esprit de partenariat, y compris avec les réfugiés et les organisations dirigées par des réfugiés. Ce forum sera



également l'occasion pour le HCR de mobiliser davantage les acteurs du développement et les institutions financières internationales en vue d'œuvrer en faveur de solutions plus durables.

75. L'accès des personnes déplacées de force et des apatrides aux soins de santé, en particulier aux soins de santé mentale, reste un problème de taille. À cet égard, la conclusion du Comité exécutif du HCR adoptée en 2022 constituera un cadre important pour la poursuite des travaux essentiels que le HCR et ses partenaires consacrent à la santé mentale et aux services psychosociaux.

76. L'action du HCR dans les situations de déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays est louable et s'est étendue à 33 pays en 2022. À cet égard, l'Union européenne et ses États membres se félicitent du lancement du Programme d'action sur les déplacements internes et invitent toutes les parties prenantes à s'investir pleinement dans sa mise en œuvre.

77. **M. Pérez Ayestarán** (République bolivarienne du Venezuela), s'exprimant au nom du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies, dit que ce dernier attache une importance particulière au mandat du HCR, étant donné que les dynamiques politiques, économiques, sociales et environnementales mondiales des dernières décennies ont déclenché de graves situations d'urgence nécessitant la protection internationale de milliers de personnes contraintes de fuir leur lieu d'origine pour des raisons indépendantes de leur volonté. Dans ce contexte, et compte tenu de la gravité de la situation sur le terrain, le Groupe demande que des mesures soient adoptées d'urgence pour assurer la protection internationale de l'héroïque peuple palestinien, qui a enduré des années d'agression brutale, à tout le moins jusqu'à la rupture du cycle d'impunité qui régnait et à la traduction devant la justice internationale des responsables de crimes odieux.

78. La meilleure façon de garantir une progression durable vers un monde plus pacifique et plus sûr dans lequel le développement et les droits humains sont une réalité est d'adhérer pleinement à l'esprit dans lequel l'Organisation des Nations Unies a été créée, tel qu'il est clairement ancré dans les buts et principes de leur charte fondatrice, notamment en promouvant des relations amicales entre les nations basées sur la coopération et fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et du règlement des différends par le dialogue. Ce socle politique est cependant de plus en plus menacé par l'avènement de tendances unilatérales

visant progressivement à compromettre l'efficacité du multilatéralisme comme meilleur moyen de faire face aux menaces et au défis mondiaux de grande envergure qui, bien souvent, nous concernent tous.

79. Le Groupe considère que l'unilatéralisme, l'extrémisme, l'exceptionnalisme et l'interventionnisme étranger constituent l'une des principales causes des crises mondiales qui entraînent des déplacements massifs de population dans le monde entier, l'instabilité politique dans certaines régions du monde en étant la cause première. De plus, dans de nombreux cas, ces déplacements sont motivés par des intérêts économiques. Il n'a jamais été tenu compte, à aucun moment, des conséquences néfastes de telles approches sur les droits humains de la population dont les droits sont ainsi violés, notamment les personnes les plus vulnérables. Les effets politiques, économiques et sociaux de la campagne systématique d'adoption de mesures coercitives unilatérales contre des peuples entiers, en violation de toutes les normes du droit international, sont la cause la plus sophistiquée des situations d'urgence liées au déplacement humain à l'échelle mondiale, privant plus d'un tiers de l'humanité de la pleine jouissance et de la réalisation de ses droits humains, pesant sur les économies des pays visés par ces mesures criminelles et entravant même les efforts nationaux qui sont déployés pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à atteindre les objectifs de développement durable.

80. L'action humaine fondée sur un modèle d'accumulation économique inégale et sur l'exploitation des ressources a exacerbé la catastrophe climatique actuelle et déclenché des phénomènes naturels aux proportions anormales, y compris des inondations, des vagues de chaleur et de froid, des ouragans et d'autres catastrophes sans précédent, notamment en République bolivarienne du Venezuela. Malheureusement, ces circonstances ont également donné lieu à des crises de mobilité qu'il faut gérer en faisant appel à la solidarité et à la coopération pour tenter d'y apporter une solution cohérente, concertée et mondiale qui s'inscrive dans le cadre d'un multilatéralisme efficace et inclusif, en faveur duquel le Groupe réaffirme son plein soutien et dans lequel l'Organisation des Nations Unies est appelée à jouer un rôle central.

81. Le Groupe souligne que, si le HCR veut s'acquitter avec succès de son mandat, il doit adhérer pleinement aux principes directeurs d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance opérationnelle tels que définis dans la résolution 46/182 de l'Assemblée générale. Seules la coordination totale et l'appropriation des programmes par les pays, dans un



contexte de transparence maximale, donneront aux activités du HCR la légitimité nécessaire pour éviter tout risque d'exploitation politique par des acteurs extérieurs, laquelle ne ferait en définitive que saper la confiance dans les institutions spécialisées, les programmes et les fonds des Nations Unies et remettrait en cause leur crédibilité.

82. Le Groupe souligne que la fourniture d'une assistance dans le cadre des urgences humanitaires est l'une des tâches les plus critiques de l'Organisation des Nations Unies, en raison tant de l'importante demande de ressources financières que de l'expertise technique et de la capacité opérationnelle à haut risque requises sur le terrain, ce qui en fait également une question particulièrement délicate sur les plans politique et social. Il exhorte donc toutes les parties concernées à remplir leurs fonctions et à agir dans le strict respect de la législation nationale et internationale applicable, et à empêcher que leur travail soit détourné à des fins économiques ou commerciales par certains secteurs qui souhaitent non seulement tirer profit de tragédies humaines, mais aussi les prolonger indéfiniment, pratique immorale que le Groupe condamne fermement.

83. Enfin, s'exprimant au nom de son pays, l'orateur demande à la communauté internationale d'éviter de politiser la notion de refuge et de se garder des tentatives d'amalgame délibéré entre migrants et réfugiés, et a fortiori personnes déplacées, amalgame qui risque d'ouvrir la porte au non-respect par les États de leurs obligations respectives dans ce domaine.

84. **M. Alwasil** (Arabie saoudite), s'exprimant au nom des pays du Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar), dit que les délégations de ces États restent déterminées à aider les réfugiés, conformément aux principes humanitaires énoncés dans les instruments internationaux y relatifs, et établis dans la véritable foi islamique, dont les principes fondamentaux incluent la fraternité, la charité et la tolérance. Plus de 100 millions de personnes sont réfugiées ou déplacées dans le monde, et tous les moyens disponibles doivent être mis en œuvre pour leur procurer des secours, des soins de santé et une assistance sociale. Les pays du Conseil de coopération du Golfe comptent parmi les principaux donateurs du HCR, et contribuent à l'aide humanitaire et à l'aide au développement afin de participer à l'amélioration des conditions de vie. Les membres de la communauté internationale doivent unir leurs forces pour protéger les réfugiés qui fuient les guerres et autres catastrophes, en particulier pendant la période actuelle de relèvement après la pandémie de COVID-19.

85. Les pays du Conseil de coopération du Golfe se tiennent aux côtés de tous ceux qui contribuent à alléger les souffrances des réfugiés et attendent avec espoir le jour où la paix régnera et où les réfugiés pourront rentrer volontairement dans leur pays.

86. **M. Kuzmenkov** (Fédération de Russie) dit que sa délégation apprécie le travail efficace accompli par le HCR en tant que premier organisme international chargé des questions de migration forcée. La Russie est déterminée à respecter les obligations internationales qui lui incombent, en vertu de la Convention de 1951 et de son protocole de 1967, à l'égard des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des apatrides. La réduction des cas d'apatridie reste au cœur de la politique migratoire du Gouvernement russe, et le nombre d'apatrides en Russie diminue régulièrement. Les pouvoirs publics russes continueront de soutenir les activités du HCR visant à lutter contre ce phénomène. La Russie a soutenu l'adoption du Pacte mondial sur les réfugiés et participé activement à la Réunion des hauts responsables sur le Pacte mondial qui s'est tenue en décembre 2021.

87. Depuis février 2022, plus de 4,5 millions de personnes originaires de la République populaire de Donetsk, de la République populaire de Lougansk, de la région de Kherson et de la région de Zaporizhzhia, ainsi que d'Ukraine, sont arrivées en Russie. Toutes sont venues en Russie de leur plein gré pour échapper, avec leurs familles, aux bombardements et aux persécutions dont le régime nationaliste de Kiev est à l'origine. La Russie met tout en œuvre pour accueillir et héberger ces personnes et leur fournir une assistance complète, notamment en matière d'emploi, d'éducation, de prestations sociales et de soins médicaux gratuits. Les procédures d'obtention d'un statut légal en Fédération de Russie ont été simplifiées. Des membres du personnel du HCR à Moscou effectuent régulièrement des visites dans les centres d'hébergement temporaire pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans diverses régions de Russie et ont constaté l'efficacité des efforts déployés pour garantir à ces personnes des conditions de vie décentes.

88. Les efforts faits pour promouvoir le retour volontaire des réfugiés syriens doivent se poursuivre. L'initiative russe visant à faciliter le rapatriement volontaire des Syriens qui ont été forcés à migrer reste d'actualité. La communauté internationale doit adopter une approche non politisée de ces efforts. La promotion de conditions favorables au retour des réfugiés et des déplacés sur leurs lieux de résidence permanente est une priorité absolue et une étape

importante vers la stabilisation à long terme de la Syrie.

89. **M. Hassan** (Égypte) dit que l'Égypte continue d'accueillir environ 300 000 réfugiés et 9 millions de migrants et de personnes se trouvant dans une situation apparentée à celle des réfugiés originaires de 60 pays. Dans le cadre de sa politique unifiée en la matière, les réfugiés et les demandeurs d'asile bénéficient d'une protection et de l'accès aux services publics, notamment aux soins de santé et à l'éducation, au même titre que les citoyens égyptiens. Ils jouissent également de la liberté de circulation et ne sont pas enfermés dans des camps de réfugiés. Le Gouvernement égyptien a intégré les migrants et les réfugiés présents dans le pays dans la campagne de vaccination nationale contre la COVID-19 et dans la campagne présidentielle « 100 millions de personnes en bonne santé ».

90. En coopération avec la coordonnatrice résidente des Nations Unies en Égypte, l'ONU et les organismes apparentés et les partenaires de développement, le Gouvernement égyptien a lancé en 2021 une plateforme conjointe pour les migrants et les réfugiés dans le but de mobiliser des ressources destinées à améliorer l'inclusion et la cohésion sociales toute en renforçant la capacité des communautés d'accueil.

91. La coopération entre l'Égypte et le HCR remonte à sept décennies, lorsque l'Égypte a adhéré à la Convention de 1951, dont elle a signé le protocole en 1967. L'Égypte a également participé aux consultations ayant conduit à l'adoption de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants et a adhéré au Pacte mondial sur les réfugiés en 2018.

92. À l'évidence, il faut renforcer l'appui aux pays et aux communautés d'accueil. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire accueillent la majorité de la population réfugiée dans le monde, assumant la charge la plus lourde sans recevoir l'appui suffisant pour faire face aux difficultés qui en découlent. Un partage plus équitable des charges et des responsabilités permettrait de trouver une solution durable à la question du déplacement. La baisse alarmante du financement du HCR met en danger la durabilité de ses opérations, obligeant la communauté internationale à accroître son soutien financier au HCR.

93. L'Égypte poursuit ses efforts pour promouvoir des solutions politiques aux crises régionales, les conflits prolongés ayant accru les déplacements et entravé le développement durable. L'Égypte, qui accueille le Centre de l'Union africaine pour la reconstruction et le développement post-conflit, est déterminée à s'attaquer aux causes profondes des

déplacements forcés. L'oratrice conclut en déclarant que l'Égypte continuera de soutenir les efforts visant à mettre fin aux conflits, à atténuer les souffrances humanitaires et à promouvoir la paix, la stabilité et le développement durable.

94. **M. Wang Lixn** (Chine) dit que la situation désastreuse des réfugiés dans le monde pose beaucoup de nouveaux défis en matière de sécurité et de développement. La communauté internationale doit donc unir ses forces pour remédier au problème et s'attaquer à ses causes profondes, notamment le développement insuffisant et inégal et la pauvreté, et créer les conditions propices au retour des réfugiés chez eux.

95. Tous les pays doivent défendre les valeurs universelles de paix, de développement, d'équité, de justice, de démocratie et de liberté, respecter la Charte des Nations Unies et régler leurs différends par le dialogue et la consultation. Ils doivent aussi soutenir le rôle de coordination que jouent l'ONU et des organismes multilatéraux tels que le HCR dans le règlement des questions liées aux réfugiés et la fourniture de l'aide humanitaire, s'employer à mobiliser des ressources, renforcer la coopération internationale et prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre le Pacte mondial sur les réfugiés. Les États doivent en outre aider les réfugiés à surmonter les difficultés liées à la pandémie de COVID-19 et veiller à ce que le vaccin soit accessible et d'un coût abordable. Les pays développés doivent respecter leurs engagements en matière d'aide, soutenir les pays en développement, en particulier ceux qui accueillent des réfugiés, dans leur riposte à la pandémie, et inclure les réfugiés dans leurs plans nationaux de développement, de riposte à la pandémie et de relance économique. Pour sa part, la Chine soutient activement les pays en développement dans leur réponse à la pandémie en contribuant à l'aide mondiale au développement et au Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

96. **M. Buop** (Kenya) dit que sa délégation constate avec inquiétude que la population mondiale de réfugiés prise en charge par le HCR a augmenté pour atteindre 94,7 millions en 2021 en raison des conflits armés prolongés, des effets persistants de la COVID-19, des crises économiques et des effets des changements climatiques. Le fait que 83 % des réfugiés dans le monde soient accueillis par des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire est tout aussi inquiétant. Le Kenya continuera d'honorer ses engagements au titre de la Convention de 1951 et s'engage en faveur d'un multilatéralisme fondé sur des règles ainsi que de la solidarité et de la compréhension internationales. Il continuera de demander le partage des charges et des

responsabilités conformément au Pacte mondial sur les réfugiés dont il s'engage à poursuivre les quatre principaux objectifs, à savoir : alléger la pression sur les pays d'accueil, renforcer l'autonomie des réfugiés, élargir l'accès aux solutions dans des pays tiers et favoriser les conditions d'un retour dans les pays d'origine en sécurité et dans la dignité.

97. Le Kenya réaffirme son attachement au respect des principes de la protection internationale des réfugiés grâce à la mise en œuvre des documents d'orientation internationaux, régionaux et nationaux. L'entrée en vigueur en février 2022 de la loi sur les réfugiés a permis une meilleure gestion des réfugiés au Kenya en regroupant les dispositions de plusieurs instruments juridiques internationaux. Depuis l'indépendance, le Kenya accueille un grand nombre de réfugiés fuyant les conflits dans les pays voisins. Malgré les progrès réalisés, les pays d'accueil, en particulier ceux qui se trouvent dans des situations socioéconomiques et écologiques précaires, rencontrent toujours des difficultés, notamment le manque d'appui budgétaire pour la prise en charge des réfugiés, la surexploitation de ressources rares, la dégradation grave de l'environnement, la pression sur les moyens de subsistance des communautés d'accueil et, dans certains cas, les conflits entre les communautés d'accueil et les réfugiés, ainsi que l'exploitation des camps de réfugiés à des fins de recrutement et pour planifier et exécuter des attentats terroristes.

98. Le moyen le plus efficace de répondre au problème des réfugiés est de s'attaquer aux causes profondes des conflits et des déplacements forcés, de promouvoir la paix et la sécurité, de soutenir les efforts visant à faire reculer la pauvreté, de réduire les risques de catastrophe et de fournir une aide humanitaire et une aide au développement aux pays d'origine et aux pays d'accueil. Des efforts concertés sont nécessaires pour que les réfugiés et les déplacés jouissent de leurs droits fondamentaux dans le respect de la législation nationale. En outre, il est crucial de consolider le principe selon lequel les camps de regroupement ne sont pas une solution permanente mais servent à préparer les conditions propices à la réinstallation une fois la paix rétablie et le retour à la normale assuré. Le nombre de réfugiés étant en hausse constante, il est impératif que la communauté internationale honore ses obligations, soutienne collectivement les réfugiés, les pays d'accueil et les pays d'origine et œuvre avec toutes les autres parties prenantes concernées afin de protéger, d'aider et de rapatrier les réfugiés.

99. **M<sup>me</sup> Moruke** (Afrique du Sud) dit que sa délégation est peinée de voir que le nombre de réfugiés

et de déplacés dans le monde a atteint 100 millions, chiffre qui devrait convaincre la communauté internationale de mieux faire et de s'engager à remédier aux causes profondes des déplacements forcés. Préoccupée par le faible niveau de retour des réfugiés dans leur pays d'origine, l'Afrique du Sud exhorte le HCR et la communauté internationale à intensifier le débat sur les obstacles à l'augmentation du nombre de réinstallations et de retours volontaires, lesquels constituent la solution la plus durable et la plus viable. Elle salue la coopération instaurée par le HCR avec les États Membres et d'autres parties prenantes afin d'aider au rapatriement volontaire des personnes n'ayant pas besoin d'une protection internationale, ce problème nuisant à la crédibilité du système d'asile et empêchant les personnes en droit d'obtenir une protection internationale d'en bénéficier. C'est pour répondre à ce problème que l'Afrique du Sud a lancé le projet de traitement des dossiers en retard.

100. En Afrique du Sud, les réfugiés sont intégrés dans la société et jouissent de leurs droits fondamentaux, notamment le droit à l'éducation, le droit aux soins de santé et le droit d'accès à la justice. Ils sont censés être autonomes grâce à l'inclusion économique dans des communautés qui sont elles-mêmes pauvres, connaissent une forte concurrence en matière d'emploi et des niveaux d'inégalité élevés. La concurrence accrue pour des ressources limitées entraîne ainsi involontairement des tensions sociales. Pour prévenir ce type de problèmes, des efforts plus intégrés et concertés de la part du HCR et de la communauté internationale seraient appréciés.

101. Préoccupée par l'augmentation des déplacements de personnes résultant de l'impact des changements climatiques dans le monde, en particulier dans la région de l'Afrique, l'Afrique du Sud soutient les efforts déployés par le HCR pour répondre aux urgences climatiques en coopération avec les pays concernés. Cette réponse passe par le renforcement des capacités d'adaptation locales et nationales et de la résilience afin de prévenir les déplacements de personnes, de s'y préparer et de les gérer. En conclusion, l'oratrice appelle à une plus grande collaboration aux niveaux local, régional et mondial afin de protéger la vie des personnes forcées de quitter leur foyer.

102. **M<sup>me</sup> Zalabata Torres** (Colombie) dit que sa délégation se félicite des progrès accomplis en matière de protection des réfugiés, mais que l'heure n'est pas au répit. La Colombie ne relâchera pas les efforts engagés pour renforcer les capacités institutionnelles qui facilitent l'intégration socioéconomique des

réfugiés. Elle applique à cet effet une approche différenciée destinée à garantir aux réfugiés la jouissance effective de leurs droits et à éliminer les formes multiples et intersectionnelles de discrimination à laquelle ils sont confrontés. Les cadres institutionnels doivent permettre de répondre intégralement à leurs besoins, étant entendu que les crises ne touchent pas tout le monde de la même manière. À cet égard, le Gouvernement colombien élabore des politiques publiques plus pédagogiques et visant à améliorer la couverture et la qualité de la prise en charge en matière d'éducation, de santé et de travail et s'agissant d'autres droits fondamentaux.

103. La Colombie est résolue à mettre en œuvre ses engagements internationaux et est déterminée à renforcer les instances et instruments internationaux dans ce domaine. Le renforcement des voies de communication entre les États, les organisations internationales et les autres parties prenantes permettrait de mieux faire face aux flux de population. À cet égard, la Colombie est heureuse de coorganiser le prochain Forum mondial sur les réfugiés, qui représente une bonne occasion de faire le point sur les progrès accomplis, les défis et les nouvelles opportunités dans la recherche d'une approche globale concernant les demandeurs du statut de réfugié, les réfugiés, les communautés d'accueil et les autres personnes relevant de la compétence du HCR. Ce forum sera aussi l'occasion de partager les bonnes pratiques et de prendre de nouveaux engagements pour alléger la pression sur les pays d'accueil et développer l'autonomie des réfugiés.

104. La Colombie est préoccupée par le nombre croissant de migrants et de réfugiés qui traversent le bouchon du Darién, dont certains sont vulnérables, notamment les femmes enceintes, les enfants et les personnes âgées. Il est impératif de chercher des solutions durables et d'énoncer des stratégies permettant de remédier de manière structurelle aux causes des déplacements entrepris dans des conditions dangereuses dont résultent des vulnérabilités susceptibles de donner lieu à des violations des droits humains. Si l'aide humanitaire et l'élaboration de feuilles de route pour gérer ces situations sont vitales, tous les États sont tenus de protéger les migrants et les réfugiés en vertu du principe de la responsabilité partagée. Cette protection doit aller de pair avec l'intégration de ces personnes dans les communautés d'accueil, qui permet l'inclusion socioéconomique et l'accès aux services de base. Ces initiatives ne peuvent être menées de manière unilatérale, et les difficultés mises en lumière par la situation actuelle appellent que la solidarité internationale est primordiale.

105. **M<sup>me</sup> Mrad** (Liban) dit que le conflit syrien et la crise du déplacement qui en résulte ont de graves répercussions sur la région en général et sur la situation intérieure du Liban en particulier. Ravagé par la crise économique et financière la plus grave de son histoire moderne, le Liban continue néanmoins d'accueillir des réfugiés. Les 2,8 millions de Syriens qui s'y trouvent actuellement représentent plus de la moitié de la population totale du pays.

106. La crise des déplacements syriens entraîne des répercussions sur les plans financier, économique, social, environnemental et sur le plan de la sécurité au Liban, provoquant ainsi des tensions qui font du pays une bombe à retardement. La récente épidémie de choléra a eu de graves conséquences environnementales et sanitaires, et la concurrence pour les possibilités d'emploi a encore exacerbé les tensions et déclenché des incidents. Malgré les efforts des autorités libanaises, les flux de migrants clandestins depuis le Liban en partance vers l'Europe se poursuivent. Quelque 42 % des personnes détenues dans les prisons libanaises sont des déplacés syriens, ce qui aggrave le problème de surpopulation carcérale.

107. Faciliter le retour des déplacés syriens est une obligation envers le peuple syrien, qui est sur le point de perdre sa terre et sa civilisation. Sous la supervision de la Direction de la sûreté générale, les retours volontaires de réfugiés syriens ont repris la semaine dernière, après avoir été suspendus en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. Ces retours sont strictement volontaires, jamais forcés, et ne concernent que les personnes qui en ont exprimé le désir en s'enregistrant dans l'un des 17 centres établis à cet effet. Depuis 1948 et bien que n'étant pas partie à la Convention de 1951, le Liban n'a expulsé aucun réfugié de son territoire, respectant ainsi le principe de non-refoulement.

108. Le Liban rejette avec véhémence toute forme d'implantation ou d'intégration des réfugiés, conformément à sa constitution. Seul un redoublement des efforts de la part de toutes les parties prenantes, en particulier la communauté internationale et les partenaires financiers, permettra d'atteindre les objectifs voulus. Les efforts visant à fournir aux réfugiés syriens des services vitaux au Liban doivent être réorientés vers la mise en place de mesures d'incitation au retour en Syrie grâce à des programmes de développement dans ce pays, qui créeraient des opportunités d'emploi susceptibles d'attirer des candidats au retour. Vu la situation catastrophique liée à la crise du déplacement et celle de la société d'accueil, l'approche de la question du déplacement des Syriens fondée sur le statu quo n'est plus de mise.



109. *M. Venancio Guerra (Portugal), Vice-Président, prend la présidence.*

110. **M<sup>me</sup> Banaken Elel** (Cameroun) dit que 4,4 millions de personnes au Cameroun ont besoin d'une aide humanitaire, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés. Le Cameroun est aux prises avec des urgences humanitaires liées à la lutte contre Boko Haram et à l'assèchement du lac Tchad, aux crises sociopolitiques qui secouent la sous-région et à la situation qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. En outre, certaines communautés sont en situation de vulnérabilité chronique, ce qui contribue à un niveau élevé d'insécurité alimentaire et de malnutrition ainsi qu'à un risque important d'épidémies et d'exposition aux chocs climatiques. Pour relever ce défi, le Cameroun a officiellement lancé le Plan d'assistance humanitaire d'urgence en 2018. Le renforcement de l'action humanitaire et la réintégration des personnes déplacées ont également été inclus dans la stratégie nationale de développement pour la période 2020-2022.

111. Plusieurs enseignements se dégagent de la gestion de la situation humanitaire au Cameroun, en particulier en ce qui concerne les personnes déplacées. La coordination humanitaire entre les différentes parties prenantes, le Gouvernement, l'ONU et les organismes apparentés et les autres acteurs travaillant sur le terrain est essentielle à la réussite de tout programme humanitaire. Sous la direction du Gouvernement, cette coordination est assurée au Cameroun au moyen du plan de réponse humanitaire. Il importe également de tenir compte du contexte, des ressources et des réalités qui existent au niveau national; aucun modèle standard ne fonctionne de manière efficace. Tous les acteurs humanitaires doivent respecter les principes de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, conformément à la résolution 46/182 de l'Assemblée générale; toute violation de ces principes est de nature à affecter le climat de confiance entre les différentes parties prenantes ainsi que les activités des acteurs internationaux sur le terrain.

112. Les mauvaises conditions socioéconomiques et les déficits de développement ont aggravé les besoins humanitaires, affaiblissant ainsi les perspectives de relèvement à long terme des personnes qui ont besoin d'une aide. Il est impossible de trouver des solutions humanitaires durables sans donner la priorité aux besoins socioéconomiques des personnes touchées et des communautés qui les accueillent. Il faut pour cela répondre aux besoins de développement des pays concernés, responsables au premier chef du bien-être de leurs citoyens et résidents. C'est à ces pays qu'il

incombe de définir leurs propres priorités et d'orienter les ressources et les actions de tous les autres partenaires, y compris l'ONU. Il est donc urgent de renforcer le lien entre les programmes de développement et l'aide humanitaire, et d'œuvrer simultanément et de manière intégrée en faveur de la prévention, des interventions et de la mise en application de solutions humanitaires.

113. **M<sup>me</sup> Rivera Reyes** (Honduras) dit que son gouvernement accorde un intérêt important à la question du déplacement interne, qui diffère des situations découlant de conflits ou de catastrophes naturelles. La situation géographique du Honduras, conjuguée à l'étendue de zones rurales difficiles d'accès et à l'extrême pauvreté qui y règne, conduit les organisations criminelles à utiliser certaines parties du territoire comme voies de transit pour se livrer à leur commerce illicite.

114. Selon les estimations, 250 000 personnes auraient été déplacées à l'intérieur du Honduras entre 2014 et 2018, soit 2,7 % de la population. Au cours des dernières années, le pays a connu des situations de déplacements internes prolongés en raison de la criminalité organisée. Bien que le Gouvernement hondurien ait officiellement pris la mesure de la question des déplacements forcés en 2013 en créant la Commission interinstitutions pour la protection des personnes déplacées par la violence, il reste difficile de faire face à la persistance des besoins de protection dans les communautés à haut risque en raison de la violence généralisée, principalement dans les milieux urbains. Les déplacements internes urbains au Honduras se produisent non pas en masse mais progressivement, ce qui rend particulièrement difficile l'identification des personnes touchées. Les groupes armés, les groupes criminels organisés et les organisations qui se livrent au trafic de drogue ont opéré ces dernières années en tirant parti de la faiblesse institutionnelle pour consolider leurs intérêts économiques et exercer un contrôle social et territorial sur la population. Dans la plupart des cas, les déplacements ont lieu dans une même municipalité, ce qui signifie que les facteurs de risque et les sources de protection se côtoient. Cela pose des problèmes particuliers pour ce qui est de garantir l'accès des personnes déplacées à tous les types de services dont elles ont besoin, services que le Gouvernement hondurien s'emploie à améliorer et à optimiser.

115. Le Honduras a adhéré en 2017 au Cadre régional global de protection et de solutions dont il assure actuellement la présidence pro tempore. La mise en œuvre régionale du Pacte mondial sur les réfugiés, conduite par les États, a permis de mieux faire



connaître les besoins de la population réfugiée. Le Gouvernement hondurien déploie des efforts soutenus pour s'attaquer au sérieux problème que constitue le déplacement interne et s'emploie résolument à promouvoir les espaces de collaboration, à consolider les engagements politiques et à renforcer le cadre régional en tant que mécanisme orienté vers l'action permettant d'obtenir des résultats à fort impact.

116. Le Honduras s'efforce de remédier efficacement aux problèmes que rencontrent les personnes déplacées à l'intérieur du pays, mais il reste beaucoup à faire. Des efforts concertés et le développement à long terme de systèmes de protection s'imposent pour répondre aux besoins des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des réfugiés, et sont un moyen de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable et à l'engagement de ne laisser personne de côté.

117. **M. Pilipenko** (Biélorus) dit que le HCR est un partenaire clé dans le bon fonctionnement de l'institution de l'asile dans son pays depuis 1995. Le HCR a aidé le Biélorus à adapter sa législation interne et ses pratiques pour qu'il puisse accueillir des réfugiés originaires d'Ukraine en 2014 et en 2022. Le Biélorus n'a jamais fermé ses frontières à personne et a toujours respecté à la lettre les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention de 1951.

118. La délégation biélorussienne est préoccupée par la tendance dangereuse qui se dessine dans une certaine mesure dans les conclusions des rapports du HCR et consiste à légitimer les mesures prises dans certains pays, en violation des normes internationales, pour exercer à l'égard des réfugiés une discrimination fondée sur la race et l'appartenance ethnique et restreindre leur droit de demander l'asile et une protection internationale. Le Biélorus souscrit pleinement à la déclaration faite par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés lors de la soixante-treizième session du Comité exécutif du HCR, dans laquelle il a noté qu'en 2021, certains pays voisins du Biélorus ont dit avoir éprouvé des difficultés à gérer l'arrivée de quelques milliers de réfugiés qui tentaient de rejoindre l'Europe, alors qu'en 2022, ils ont pu accueillir des millions de réfugiés ukrainiens. Certains pays ont déclaré l'état d'urgence lorsque 3 000 réfugiés se sont rassemblés à la frontière avec le Biélorus. De toute évidence, c'est la couleur de peau des personnes arrivant dans l'Union européenne qui fait la différence. La réaction exceptionnellement molle des instances internationales à ces mesures est très inquiétante, étant donné que celles-ci peuvent avoir des conséquences négatives considérables sur l'ensemble du système d'asile international et donc sur le sort des personnes les plus vulnérables.

119. Dans ses rapports à venir, le HCR devrait évaluer l'impact des mesures coercitives unilatérales sur la capacité du Haut-Commissariat à apporter un soutien efficace aux réfugiés.

120. **M. Abd Aziz** (Malaisie) dit que les conflits de longue date et en cours ont entraîné un afflux de demandeurs d'asile et de réfugiés vers les pays voisins partout dans le monde. Toutefois, les effets persistants de la pandémie de COVID-19 et des priorités concurrentes ont fortement affecté la capacité des États à assurer le bien-être de ces personnes. Le nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés arrivant en Malaisie a augmenté de façon exponentielle au fil des ans, quelque 200 000 personnes étant enregistrées dans le pays. Bien que la Malaisie n'ait pas signé la Convention de 1951 ni son protocole de 1967, le Gouvernement continue de fournir une aide humanitaire aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. Au plus fort de la pandémie de COVID-19, en collaboration avec le HCR et d'autres organisations non gouvernementales, la Malaisie a administré des vaccins contre la COVID-19 aux migrants sans papiers, aux demandeurs d'asile et aux réfugiés détenteurs d'une carte du HCR dans le cadre de la stratégie du Gouvernement visant à vacciner le plus rapidement possible le plus grand nombre de personnes qui soit en Malaisie afin de sauver des vies.

121. L'éducation des enfants réfugiés est essentielle pour augmenter leurs chances de réinstallation et d'intégration dans des pays tiers, et leur permettre ainsi d'apporter une contribution à leur pays d'accueil et de reconstruire leur pays d'origine à leur retour. En conséquence, des centres d'apprentissage de substitution et des centres d'apprentissage communautaires ont été créés dans toute la Malaisie pour défendre le droit à l'éducation des enfants réfugiés. En outre, la Malaisie a eu l'honneur d'accueillir à Kuala Lumpur le huitième séminaire international de la Commission permanente indépendante des droits de l'homme de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), dont le thème s'intitulait « Perspectives islamiques sur la protection des réfugiés – droits et accès à l'éducation ». La déclaration de Kuala Lumpur qui en est issue a été l'occasion de lancer un appel à tous les États membres de l'OCI en faveur de la prise de mesures garantissant l'accès des réfugiés à l'éducation.

122. L'afflux continu de demandeurs d'asile et de réfugiés, associé à la lenteur du processus de réinstallation et à l'absence de perspectives pour un grand nombre de détenteurs de la carte du HCR en Malaisie, a pour conséquence que la plupart d'entre eux restent dans le pays pendant une période prolongée, ce qui pèse lourdement sur les ressources

nationales. C'est pourquoi les pays signataires de la Convention de 1951 doivent respecter leur engagement à réinstaller ou à transférer davantage de réfugiés. Un partage équitable des charges et des responsabilités est essentiel pour garantir la protection des droits des réfugiés. Cela étant dit, si la coopération régionale et internationale est déterminante pour ce qui est d'alléger les difficultés liées aux réfugiés et aux migrations, la seule façon durable de faire face au problème est de s'attaquer aux causes profondes de l'afflux de demandeurs d'asile et de réfugiés.

123. **M. Vichankaiyakij** (Thaïlande) juge alarmant le fait que le nombre de personnes déplacées dans le monde a, pour la première fois, franchi la barre des 100 millions. Ce chiffre effarant qui n'incite guère à l'optimisme est un rappel de la nécessité de prendre avec une plus grande urgence des mesures plus énergiques pour s'attaquer aux causes des déplacements. La Thaïlande soutient les efforts du HCR pour promouvoir le partage des charges et des responsabilités au niveau international, et estime que ces principes doivent être respectés afin que les communautés d'accueil puissent continuer d'apporter un même niveau d'aide humanitaire et de tenir leurs engagements. Conformément à sa tradition humanitaire, la Thaïlande accueille depuis des décennies d'innombrables personnes venues chercher refuge depuis la région voisine. Elle préconise la création d'un mécanisme plus systématique permettant de distinguer les personnes ayant besoin d'une protection internationale des migrants économiques, ce qui permettrait de diriger l'attention et les ressources adéquates vers les bonnes personnes. À cet égard, la Thaïlande achève actuellement l'élaboration des règles, procédures et dispositions logistiques nécessaires à la mise en œuvre d'un mécanisme national de filtrage, dont les critères ont récemment été approuvés par le Gouvernement.

124. Une attention particulière doit être accordée aux enfants migrants afin de s'assurer qu'ils bénéficient d'une protection et d'une assistance humanitaire appropriées. Au cours des quatre dernières années, sur la base d'un mémorandum d'accord et de directives générales mises au point par des organismes thaïlandais concernant les mesures autres que la détention pour les enfants migrants, plus de 300 enfants et leurs familles ont été transférés de centres d'immigration vers des établissements plus appropriés. En outre, la Thaïlande élabore une feuille de route en vue du retrait de la réserve exprimée sur l'article 22 de la Convention relative aux droits de l'enfant s'agissant des enfants réfugiés.

125. Enfin, consciente que les apatrides se heurtent tout au long de leur vie à des obstacles dans l'accès à des droits fondamentaux tels que l'éducation, les soins de santé, l'emploi et la liberté de circulation, la Thaïlande se joint à l'appel lancé par le HCR pour qu'il soit mis fin à l'apatridie. Pour sa part, en 2021, le Conseil des ministres a approuvé les critères révisés de détermination du statut juridique afin d'accélérer l'enregistrement de 400 000 personnes dont le statut restait compliqué et de leur permettre de demander le statut de résident permanent.

126. **M. Al-kasawnih** (Jordanie) dit que depuis de nombreuses années, son pays est une destination pour les réfugiés fuyant les conflits en quête d'une vie sûre et digne. La Jordanie est le deuxième pays au monde à compter la plus grande proportion de réfugiés par rapport au nombre de citoyens, et accueille actuellement 3,7 millions de réfugiés de 53 nationalités différentes, dont la plupart sont palestiniens ou syriens. Tous les réfugiés en Jordanie reçoivent des services de base, notamment en matière de soins de santé et d'éducation, ce qui en fait un pays exemplaire pour la gestion des crises de réfugiés.

127. Les 1,3 million de réfugiés syriens accueillis par la Jordanie depuis le début de la crise en Syrie, dont 676 000 enregistrés auprès du HCR, mettent à rude épreuve les ressources limitées du pays. La communauté internationale doit respecter ses engagements en matière d'aide aux réfugiés et soutenir l'ONU et les organismes apparentés qui s'emploient à répondre aux besoins des réfugiés et des pays d'accueil, d'autant que l'insécurité alimentaire subsiste. Le HCR contribue de manière déterminante à faire en sorte que les questions relatives aux réfugiés restent l'une des priorités de la communauté internationale.

128. La question des réfugiés palestiniens en Jordanie relève de la compétence de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), et non du HCR. Il est donc nécessaire de combler le manque de financement chronique dont souffre l'UNRWA et qui compromet sa capacité à remplir son mandat consistant à fournir des services vitaux aux réfugiés palestiniens. Il est essentiel de trouver une solution juste et durable à la question des réfugiés palestiniens, qui occupe une place centrale dans le conflit israélo-palestinien, lui-même au cœur des tensions régionales.

129. Il faut accentuer les efforts aux niveaux régional et international pour résoudre la crise des réfugiés syriens et en atténuer les répercussions sur les sociétés d'accueil. Le seul moyen d'y parvenir est de trouver une solution politique durable aux souffrances du

peuple syrien et de rétablir la sécurité et la stabilité en Syrie pour créer les conditions d'un retour volontaire des réfugiés en toute sécurité.

130. **M. Alabhoul** (Koweït) dit que les initiatives humanitaires de grande envergure entreprises par son gouvernement pour aider les personnes vivant dans des conditions difficiles en raison de conflits armés et de catastrophes naturelles se fondent sur une politique d'aide humanitaire axée sur le développement, ainsi que la non-discrimination et la non-politisation. Le HCR et le Koweït sont des partenaires de longue date : le bureau du HCR dans le pays a récemment célébré son trente-et-unième anniversaire.

131. Les crises de réfugiés sont la conséquence dévastatrice indirecte des conflits armés, entraînant des catastrophes humanitaires et une dégradation des conditions sociales et économiques. À ce jour, quelque 100 millions de personnes ont été forcées à devenir des réfugiés ou ont été déplacées, dont une grande part est originaire de pays arabes, fuyant la violence, les catastrophes naturelles et les violations des droits humains.

132. Le Koweït salue les efforts de l'UNRWA pour fournir des services vitaux à plus de 5 millions de réfugiés palestiniens et condamne les activités liées à l'occupation israélienne illégale dans le territoire palestinien occupé, notamment la construction et l'expansion de colonies, la démolition d'habitations palestiniennes et les changements de la composition démographique dans les territoires occupés, en violation flagrante du droit international. La communauté internationale doit agir pour mettre fin à l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

133. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'établissement et l'expansion des colonies dans le Territoire palestinien occupé et le Golan syrien occupé sont interdits par le droit international humanitaire, et le transfert de ressortissants israéliens vers le Territoire palestinien occupé est constitutif de crime de guerre.

134. Le Koweït salue les efforts déployés par le HCR pour élargir son réseau de donateurs régionaux et internationaux. Il est nécessaire de garantir la sécurité du personnel du HCR, dont un quart travaille dans des lieux à haut risque.

135. En conclusion, la délégation koweïtienne exhorte la communauté internationale à régler les conflits pacifiquement par le dialogue, à amener toutes les parties à la table des négociations et à chercher une solution à la question des réfugiés et des déplacés.

*La séance est levée à 18 heures.*